

Distr.
GENERALE

A/CONF.157/PC/46/Add.4
8 septembre 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME

Comité préparatoire
Troisième session
Genève, 14-18 septembre 1992
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA CONFERENCE MONDIALE
ET DOCUMENTATION; RESULTAT DES TRAVAUX

Recommandations concernant l'ordre du jour provisoire
de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme
et ses préparatifs, présentées en application
du paragraphe 10 de la résolution 45/155
de l'Assemblée générale

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

RECOMMANDATIONS PRESENTEES PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
DOTEES DU STATUT CONSULTATIF

Alliance internationale des femmes - Droits égaux
responsabilités égales

Association soroptimiste internationale

Conseil international des femmes juives

Communauté internationale baha'ïe

Fédération mondiale des femmes méthodistes

Mouvement international pour l'union fraternelle
entre les races et les peuples

Zonta International

Déclaration conjointe d'organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif, en vue de la troisième session du Comité
préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme

1. Les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, dont les noms sont cités plus haut, prennent note avec une extrême satisfaction de la résolution 1992/4 sur la discrimination à l'égard des femmes, adoptée par consensus par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, le 14 août 1992.
 2. Elles engagent vivement le Comité préparatoire à faire sienne cette résolution, à sa troisième session, et à inscrire en priorité la question de la "discrimination affectant les femmes et leur condition" à l'ordre du jour de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme.
 3. Elles appellent l'attention du Comité préparatoire sur les renseignements utiles recueillis à cet égard par la Commission de la condition de la femme et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, notamment sur les informations relatives aux inégalités dont les femmes continuent à être victimes en ce qui concerne leur situation socio-économique, leur santé et leur participation à la vie civile et politique. Elles soulignent à cet égard les comportements sociaux et les pratiques traditionnelles néfastes qui subsistent dans de nombreuses sociétés et perpétuent la discrimination et l'inégalité des sexes (voir aussi A/CONF.157/PC/24). La violence généralisée sous toutes ses formes à l'encontre des femmes est l'un des problèmes les plus persistants à cet égard.
 4. Reconnaissant que la coordination entre les organes de surveillance des droits de l'homme est indispensable à la protection des droits de l'homme, les organisations non gouvernementales précitées demandent instamment que les mesures de coordination existantes soient renforcées. Elles mettent en particulier l'accent sur la nécessité de consolider les liens entre le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et les autres organes de surveillance des droits de l'homme dans tout le système des Nations Unies.
 5. Elles considèrent par conséquent que l'application de la résolution susmentionnée est d'une importance cruciale pour la promotion des droits de l'homme et le succès de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme.
-